

L'Algérie plaide pour une approche globale et intégrée de la problématique migratoire



M. Belkhadem représente le Président Bouteflika au Forum de Crans Montana à Bruxelles

L'Algérie a plaidé jeudi dernier à Bruxelles pour une approche globale et intégrée de la problématique migratoire, qui respecte la dignité humaine et privilégie un partenariat mutuellement bénéfique entre le Nord et le Sud.

"Mon pays est de ceux qui ont toujours considéré que seule une approche globale et intégrée de la problématique migratoire, qui place la personne humaine et ses droits fondamentaux au centre des préoccupations et qui se base sur un esprit de partenariat équilibré et mutuellement bénéfique, pourra nous aider à gérer convenablement et de manière efficiente ce dossier", a déclaré M. Abdelaziz Belkhadem, ministre d'Etat, représentant personnel du Président de la République au Forum Crans Montana.

Participant à un panel intitulé "Migration et sécurité", présidé par le vice-président de la Commission européenne en charge de la justice et des affaires intérieures, M. Jacques Barrot, M. Belkhadem, a relevé "avec regret" la dualité qui caractérise l'engagement pris par nombre de pays de la région (euroméditerranéenne) lors des différentes conférences régionales et internationales consacrées à la migration. Il a affirmé à cet égard qu'à un moment ou l'ensemble de ces conférences ont conclu à la nécessité du traitement global et équilibré de la migration, révélant parfaitement les limites des solutions sécuritaires, sur le terrain, ce sont ces solutions qu'ils (ces pays) continuent de privilégier".

M. Belkhadem a ainsi rappelé les conclusions du dernier sommet du Conseil de l'UE (18-19 juin) qui ont appelé la Commission à renforcer davantage la lutte contre l'immigration clandestine. Le Conseil avait aussi demandé une réponse déterminée fondée sur la fermeté. "Bien que l'UE préconise une approche qui se veut globale, le socle législatif et réglementaire s'oriente davantage vers une démarche sélective et sécuritaire perceptible à un double niveau", a-t-il constaté.

Cette approche est sélective "parce qu'elle encourage une immigration choisie (...) qui permet aux ressortissants des pays tiers hautement qualifiés de travailler dans les Etats membres de l'UE", a-t-il expliqué, relevant que "d'aucuns ont considéré qu'elle constitue une forme d'encouragement de la fuite des cerveaux".

Elle est également sécuritaire "parce que l'accent est mis sur les efforts de la lutte contre l'immigration illégale et la mise en place d'un arsenal juridique à travers, d'une part, la "Directive retour", et, d'autre part, les engagements contenus dans le "Pacte européen sur l'immigration et l'asile", a-t-il ajouté.

Ce pacte généralise l'utilisation des visas biométriques d'ici à 2012, appelle au renforcement des systèmes existants tels que le système d'information Schengen et préconise la "chartérisation" des opérations d'expulsion des migrants clandestins, notamment.

Au sujet de la "relation migration et développement", le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, a souligné que "le triptyque migration, sécurité, et développement mérite ainsi une approche globalisante, assise sur des méthodes de concertation effectives".

Poursuivant son intervention, M. Belkhadem a indiqué que "la situation qui interpelle le plus, à cet égard, est celle qui prévaut dans les pays du Sahel, une situation exploitée par les filières de passeurs qui n'hésitent pas à faire jonction avec le terrorisme en pratiquant la prise d'otages et le trafic d'êtres humains".

"Cette situation a gagné en complexité en raison de la pratique du versement de rançons. Le terrorisme y trouve une nouvelle source de financement, tout en accentuant le phénomène migratoire en raison de l'insécurité qui règne sur le terrain de la pauvreté", a-t-il prévenu.

Au sujet des facteurs qui encouragent le phénomène migratoire, M. Belkhadem a indiqué que "L'expérience propre de l'Algérie, qui est devenue, à son corps défendant, un pays d'origine, de transit et d'établissement de la migration, mais aussi d'autres pays du Sud de la Méditerranée, nous renseigne que le phénomène migratoire répond à de multiples défis et facteurs qui sont d'ordre tout aussi humain, économique, social que sécuritaire".

Partant de ce constat, il a affirmé que l'Algérie continue à penser que la question migratoire "devrait d'abord être examinée sous l'angle du développement et de la prise en charge de ses causes profondes".

Il a, d'ailleurs, regretté que la migration "ne soit aujourd'hui perçue que péjorativement et qu'elle devienne source d'incompréhension et de différends".

"La migration, ce sont également des opportunités d'échanges, de brassages socioculturels, de participation pleine à la vie politique, économique et sociale, et au développement des Européens, bref un facteur de rapprochement qui ne saurait être altéré par l'immigration clandestine, que nous combattons, du reste, tous", a-t-il souligné.

L'Algérie pense que l'existence d'importantes communautés des pays du sud de la Méditerranée établies en Europe, tout autant que le flux important de circulation des personnes entre les deux rives de la Méditerranée, "contribuent à créer un tissu dense de relations humaines qu'ils nous revient de valoriser dans le cadre de la promotion des relations d'ensemble entre nos pays", a fait valoir le représentant personnel du président de la République.